

«Sarkozy veut mettre fin à une forme de complaisance avec la Russie»



Sarkozy et Poutine, le 8 juin au sommet de Heiligendamm (Allemagne). AFP.

Le chercheur Thomas Gomart de l'Ifri estime que les relations entre Paris et Moscou sont en train de changer de nature et de se banaliser.

Par Arnaud Vaulerin

LIBERATION.FR : mardi 9 octobre 2007

Thomas Gomart dirige le programme Russie/CEI de [l'Institut français des relations internationales](#). Il vient de signer un [article sur le rôle de la France dans les relations UE-Russie](#). Au moment où Nicolas Sarkozy entreprend une visite de deux jours à Moscou, il décrit la nature des rapports entre Paris et Moscou et les points de divergence entre les deux capitales.

Comment se porte le couple franco-russe depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Elysée?

C'est un couple dont les relations sont en train de changer de nature. Il y a incontestablement un durcissement des positions françaises à l'égard de la Russie. On l'a constaté en écoutant le président français lors de la conférence des ambassadeurs à la fin août à Paris.

Nicolas Sarkozy avait eu des mots durs contre Moscou...

Oui, il a évoqué une certaine «brutalité» de la Russie dans le domaine énergétique. Il y a quelques jours, il a affirmé également que la Russie ne contribuait pas à la résolution des grands problèmes de politique internationale. L'Elysée veut trancher avec la politique étrangère des années Chirac, mettre fin à ce qui était considéré comme une forme de complaisance.

Cette évolution est à mettre en parallèle avec ce qui est intervenu en Allemagne. Quand Angela Merkel est arrivée à la Chancellerie, elle a tenu des propos publics plus critiques que son prédécesseur, a eu une attention plus grande aux questions de droits de l'homme et de libertés de la société civile sans pour autant remettre en cause la substance de leur relation sur le plan énergétique.

C'est précisément ce qui se passe en ce moment en France. On ne verse pas dans l'anti-Russie, comme c'est le cas en ce moment à Washington, mais on ne joue pas la complaisance.

Refus de la complaisance et rejet de l'opposition frontale, n'est-ce pas une partition très délicate à jouer pour Nicolas Sarkozy?

La diplomatie doit se trouver un espace pour exister. Il y avait auparavant l'idée d'un dialogue spécifique entre Paris et Moscou, tenant aux questions de défense et la position particulière de la France vis-à-vis de l'Otan. Dans la perspective d'un retour de Paris dans la structure intégrée de l'Otan, Paris perdrait une bonne part de son intérêt diplomatique pour la Russie.

La France, de son côté, préfère donner une priorité à sa relation avec les nouveaux membres, de la Pologne aux Pays Baltes.

Par ailleurs, n'oublions pas la dimension économique de ces échanges. Les investissements français en Russie sont sur une courbe ascendante mais on ne s'intéresse pas assez, et c'est un tort, aux volontés d'investissements

russe en France et en Europe. Un certain nombre d'opérateurs français devraient changer leur perception sur la Russie.

Diriez-vous que la relation franco-russe se banalise?

Oui, je suis assez d'accord. Pour les deux capitales, les relations bilatérales sont un dossier de troisième ordre. En revanche, on se rend compte que le lien UE-Russie devient une question prioritaire: vont-elles réussir ou pas à stabiliser leurs relations? L'avenir du continent en dépend.

Quelles sont les points de divergence entre la France et la Russie?

Le premier point de confrontation, c'est l'Iran. Moscou n'a pas assez mesuré le vrai durcissement des positions françaises allant bien au-delà des déclarations de Bernard Kouchner ou de Nicolas Sarkozy.

Pour Moscou, l'enjeu est de refuser des sanctions prises en dehors du Conseil de sécurité de l'ONU et d'éviter des frappes en Iran qui auraient un effet déstabilisant dans toute la région.

L'autre point de friction concerne le Kosovo. Le tournant des relations internationales pour Moscou, ce n'est pas la scène irakienne, mais les frappes de l'Otan au Kosovo en dehors d'un mandat des Nations unies.

La division Russie/Occident repose encore sur cette crise qui date de 1999?

Oui. Dans l'attitude russe, il y a une volonté de revanche et le souhait de montrer que Moscou compte dans les relations internationales et qu'il n'y aura pas de solution stable au Kosovo sans elle. Au-delà, la Russie estime qu'il y a un risque réel d'ouvrir la boîte de Pandore des sécessionnismes en Europe et dans le Caucase.

Pour le reste, il y a également des points de débat sur le bouclier antimissile et sur l'élargissement de l'Otan. Mais il est délicat de les commenter car la France est en train de définir sa position sur ces dossiers.

Les questions des droits de l'homme et de la Tchétchénie peuvent-elles s'inviter dans cette rencontre franco-russe?

Très probablement. Pendant sa campagne, Nicolas Sarkozy avait tenu des propos durs sur la Tchétchénie et sur l'assassinat d'Anna Politkovskaïa. L'Élysée entend s'exprimer sur ces sujets, au moins pour rompre avec l'attitude de Jacques Chirac. Le problème de cette approche risque de faire rater les vrais enjeux, comme un durcissement de la situation au Daghestan, en Ingouchie, dans le Caucase du sud. Il ne faudrait surtout pas occulter ces questions.

<http://www.liberation.fr/actualite/monde/283521.FR.php>

© Libération